

Les Possibles — No. 27 Printemps 2021

Lecture de Piketty I : Un résumé concis et complet de Capital et idéologie

vendredi 12 mars 2021, par Walden Bello

Capital et idéologie de Thomas Piketty est une œuvre monumentale. Dans ce livre tentaculaire, l'un des économistes les plus éminents d'aujourd'hui déploie ses formidables compétences analytiques et la richesse de ses données à l'échelle internationale à la recherche des objectifs suivants :

- 1/ poursuivre les explorations statistiques et théoriques, entamées dans *Le Capital au XXI^e siècle*, sur les différentes dimensions de l'inégalité contemporaine dans les sociétés occidentales ;
- 2/ entreprendre une analyse comparative et historique de certains 'régimes d'inégalité', en s'inspirant non seulement de l'Occident mais aussi de l'Europe de l'Est et de la Russie, ainsi que des sociétés du sud telles que l'Inde, la Chine, Haïti, l'Algérie et l'Iran ;
- 3/ examiner la manière dont les idéologies, qu'elles justifient les inégalités ou les contestent, se combinent avec des moments de bifurcation pour créer les conditions de transformation des régimes d'inégalité ;
- 4/ offrir des éléments pour la mise en place d'un programme de 'socialisme participatif' comme alternative au régime actuel d'"hypercapitalisme" ou de 'néopropriétarisme'.

Capital et idéologie est une lecture profondément enrichissante, mais seulement si vous suivez l'avertissement de l'auteur de ne pas sauter plus de 1100 pages et de lire simplement les derniers chapitres. À ceux qui recherchent une formule de synthèse aussi concise que le fameux $r > g$ (le taux annuel de rendement du capital est supérieur au taux de croissance de l'économie) dans son livre précédent, *Le Capital au XXI^e siècle*, soyez prévenus : il n'y en a pas ici.

Capital et idéologie n'est cependant pas une œuvre de fiction imaginative qui vous emporte comme *Guerre et paix* ou *Anna Karénine* de Tolstoï. Quelqu'un a prétendu que le premier livre de Piketty avait la distinction d'être le 'best-seller le plus non lu' du monde. C'était certainement une plaisanterie, mais il y avait un grain de vérité : *Le Capital au XXI^e siècle* a peut-être été écrit avec lucidité, mais presque chacune de ses 970 pages de texte était lourde. Viennent ensuite le *Capital et idéologie*, et parcourir ses 1198 pages perspicaces, mais lourdes, est une chose que seul un très petit nombre de lecteurs oseraient faire, la plupart étant des spécialistes universitaires des inégalités socio-économiques. C'est pour la grande majorité des personnes qui ont besoin de lire Piketty mais qui n'ont pas le temps ou l'énergie de parcourir plus de mille pages que j'ai préparé ce résumé, sachant pertinemment que je fais une injustice à la richesse des données et des analyses que Piketty a rassemblées.

Permettez-moi donc de le souligner d'emblée. Rien ne remplace une lecture directe et complète de *Capital et idéologie*, et je considérerais comme la plus grande réussite de ce résumé le fait

de pousser un nombre significatif de ses lecteurs à lire et à s'attaquer directement à Piketty [1]. C'est pour permettre à chacun de vérifier directement sur le texte qu'après toutes les citations du livre, j'ai placé les numéros de page de l'excellente traduction anglaise d'Arthur Goldhammer publiée par l'édition de Harvard University Press [2]. Pour cette version française du résumé de Walden Bello, les numéros de page sont ceux de la version originale du texte de Thomas Piketty, aux éditions du Seuil.

Un autre point à souligner avant de commencer. La première partie de la *Lecture de Piketty* est un résumé direct, avec très peu de commentaires critiques, et quand il y en a, c'est principalement pour souligner une omission de la part de Piketty ou renforcer une de ses observations ou un de ses arguments. Malheureusement, la connaissance de Piketty vient souvent de la lecture de critiques de son travail faites par d'autres personnes, de sorte qu'elle est marquée par les interprétations de ces dernières. Et il est également regrettable qu'une grande partie des critiques adressées à Piketty portent sur la question de savoir s'il est ou non marxiste. Le fait est, qu'il soit ou non marxiste, que Piketty a un certain nombre de bonnes idées sur les systèmes d'inégalité sociale passés et présents - idées qui peuvent devenir inaccessibles aux personnes qui ne le lisent pas directement mais qui ont des idées préconçues dérivées des commentaires critiques de son travail par les marxologues. La deuxième partie de la *Lecture de Piketty* sera consacrée à notre critique de son œuvre, mais afin de ne pas contribuer aux dangers d'une 'familiarité' de seconde main avec Piketty, elle

sera publiée plusieurs semaines après la première partie.

Enfin, une remarque sur la méthodologie de Piketty. Il n'est pas le premier à mettre en avant de nombreux phénomènes ou développements dont il traite dans le livre, et il prend d'ailleurs soin de citer les travaux qui l'ont influencé. Son originalité réside dans la façon dont il étaye les observations faites par d'autres personnes avec des données statistiques, lorsqu'elles sont disponibles, puis fait d'autres explorations théoriques dans les directions suggérées par ces données.

Le manque de données quantifiables ne dissuade pas Piketty d'explorer les relations sociales, en particulier lorsqu'il s'agit des régimes d'inégalité du passé ou des aspects des régimes contemporains pour lesquels les statistiques sont soit indisponibles soit peu fiables. Ses guides dans ce territoire inexploré ou mal répertorié deviennent les observations des grands romanciers des mœurs ou des romanciers sociaux tels que Jane Austen, Honoré de Balzac et Émile Zola, et des écrivains célèbres plus récents tels que Pramoedya Ananta Toer, Carlos Fuentes, Chimamanda Ngozi Adichie et Yu Hua.

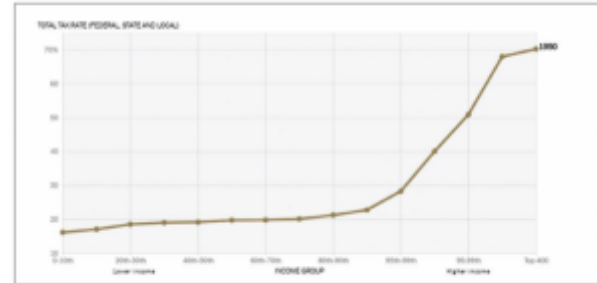
En parlant d'Austen et de Balzac, en particulier, Piketty fait remarquer que lorsqu'il s'agit de donner un aperçu de la « *...la structure profonde des inégalités, leurs justifications, leurs implications dans la vie de chacun* », les grands écrivains l'ont fait « *avec une vérité et une puissance évocatrice qu'aucun discours politique, qu'aucun texte de sciences sociales ne saurait égaler* » (p.30). En outre, s'ils possédaient « *une connaissance intime de la hiérarchie des fortunes et des modes de vie de l'époque, ou qu'ils maîtrisent à la perfection les différentes formes de possession et de rapports de pouvoir et de domination* », c'est leur « *capacité à ne pas héroïser leurs personnages : ils ne les condamnent ni les glorifient, ce qui leur permet de les restituer dans leur complexité et leur humanité.* » (p.210). En d'autres termes, leur art est, selon Piketty, crédible et peut-être en partie, grâce à leur attitude d'observation détachée, semblable à celle d'un spécialiste en sciences sociales.

1. Transformations des régimes d'inégalité en Occident

Dans *Capital et idéologie*, Piketty reprend et approfondit certaines des principales conclusions de son précédent livre. Parmi celles-ci figure la forte augmentation des inégalités en Europe et aux États-Unis depuis 1980, les États-Unis étant les plus mal lotis :

« *Il faut tout d'abord insister sur le fait qu'il s'agit bien d'un véritable effondrement [dans le cas des États-Unis]. La part des 50 % les plus pauvres, qui était d'environ 20 % du revenu total pendant les années 1960-1970 et jusqu'en 1980, a été quasiment divisée par deux, passant à guère plus de 12 % dans les années 2010-2015. La part des 1 % les plus riches a connu l'évolution opposée : elle a passé d'à peine 11% à plus de 20 %.* » (p. 610).

Exprimé en dollars constants de 2015, le rapport entre le revenu moyen des 1 % les plus riches et celui des 50 % les plus pauvres est passé d'environ 400 000 dollars par an à 15 000 dollars en 1980 à 1,3 million à 15 000 dollars en 2015, soit de 25 fois plus à plus de 80 fois plus. En fait, avant impôts et transferts, le revenu moyen des 50 % les plus pauvres est resté à peu près le même depuis la fin des années 1960.



Les riches ont été soumis à des taux d'imposition bien plus élevés que la classe moyenne ou les pauvres lors de l'apogée de l'imposition progressive dans les premières décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. (Graphique du New York Times, <https://www.nytimes.com/interactive/2018/10/06/opinion/inequality-comes-back-wealthy.html>)

La crise du régime d'inégalité du début du XXe siècle en Occident

Un autre thème important que Piketty reprend du livre précédent est la raison pour laquelle une importante redistribution des richesses et des revenus a eu lieu dans la période de 1914 à 1980. Alors que dans *Le Capital au XXIe siècle*, il s'est surtout penché sur les causes de cette situation due aux guerres et aux révolutions, dans *Capital et idéologie*, il s'intéresse aux mécanismes par lesquels la redistribution a eu lieu dans les principaux pays capitalistes. Il s'agit de l'impôt progressif sur le revenu, de l'impôt progressif sur les successions et des politiques éducatives progressistes. Les régimes qui ont entrepris ces réformes que Piketty appelle 'sociétés sociales-démocrates' sont dirigés par des 'États sociaux fiscaux'. Les réformes fiscales ont varié dans leur progressivité dans les sociétés occidentales, mais, contrairement aux comparaisons courantes défavorables aux États-Unis vis-à-vis des social-démocraties européennes de la période 1932-1980, les impôts sur le revenu et les droits de succession ont été plus fortement progressifs aux États-Unis qu'en Europe (à l'exception de la Grande-Bretagne), le taux marginal supérieur applicable aux revenus les plus élevés étant de 81 % et le taux marginal supérieur applicable aux héritages les plus élevés étant de 75 %. La combinaison d'une progressivité relativement forte des impôts sur le revenu et sur les successions et de programmes sociaux relativement moins généreux (par rapport à l'Europe occidentale), comme l'assurance maladie, incite Piketty à qualifier le régime du 'New Deal' qui a régné aux États-Unis des années 1930 à la fin des années 1960 de 'social-démocratie au rabais'.

Les nationalisations, généralement considérées comme la marque de fabrique de la social-démocratie, n'a pas été le mécanisme de redistribution des richesses le plus important pendant cette période en Europe - et certainement pas aux États-Unis où elles étaient réprochées. Cependant, la cogestion ou la participation des travailleurs à la gestion, consistant à occuper d'un tiers à la moitié des sièges des conseils

d'administration des plus grandes entreprises en Allemagne, en Suède, au Danemark et en Norvège, a connu un certain succès, étant responsable de la production « *d'un haut niveau de vie et de productivité et une inégalité modérée* » (p. 585). Piketty propose un certain nombre de raisons pour lesquelles les autres social-démocraties européennes n'ont pas adopté le modèle de cogestion lorsqu'il était à leur portée, la principale, selon lui, est l'obsession des nationalisations : « *... les socialistes français comme les travaillistes britanniques ont longtemps considéré que seules les nationalisations et la propriété étatique des grandes entreprises permettaient de véritablement changer les rapports de force et dépasser le capitalisme.* » (p. 588).

Il est important pour Piketty d'examiner la dynamique qui a conduit à la crise de ce qu'il appelle les 'sociétés de propriétaires' et l'émergence de sociétés sociales-démocrates qui ont procédé à une redistribution importante des revenus et des richesses entre 1932 et 1980, car cela pourrait fournir la clé de la dynamique ou de la confluence des facteurs qui ont conduit à la réémergence des sociétés de propriétaires avec une 'richesse hyperconcentrée' justifiée par l'idéologie du néolibéralisme ou l'idéologie 'néopropriétaire' après 1980. Et ceci, à son tour, pourrait suggérer une possible combinaison de facteurs qui pourrait conduire à une rupture avec cette dernière.

Dans le cas de la transition entre les régimes de propriétaires du XIX^e siècle et les sociétés sociales-démocrates du XX^e siècle, les guerres et les conflits révolutionnaires ont été déterminants, tous deux étant fondamentalement liés aux protestations populaires contre un régime de propriété extrêmement inégal. Mais le rôle de l'idéologie ou « *... un ensemble d'idées et de discours a priori plausibles visant à décrire comment devrait se structurer la société* » (p. 16) a été également d'une importance capitale. Piketty fait ici référence aux idéologies socialistes, communistes et décoloniales qui ont constitué un formidable défi pour l'ordre propriétaire ou capitaliste existant à partir de la fin du XIX^e siècle. Dans cette conjonction d'événements et d'idées, il souligne le caractère primordial de l'offensive idéologique de la gauche :

« *Nous verrons que la forte compressions des inégalités qui a eu lieu entre 1914 et les années 1950-1960 s'explique en Europe comme aux États-Unis par un ensemble de transformations du système légal, social et fiscal, dont le déroulement a été de fait considérablement accéléré par les guerres 1914-1918 et 1939-1945, la révolution bolchevique de 1917 et la crise de 1929, mais qui, dans une certaine mesure, étaient en gestation intellectuelle et politique depuis la fin de XIX^e siècle, et dont il est possible de penser qu'elles auraient eu lieu de toute façon, sous une forme différente, à la faveur d'autres crises. C'est la rencontre d'évolutions intellectuelles et de logique événementielles qui produit le changement historique : les unes ne peuvent rien sans les autres.* » (p. 47).

L'impact des guerres, des crises internes et des puissants défis idéologiques de la période allant de 1914 à 1970 a entraîné des changements vraiment significatifs dans la distribution des revenus dans les sociétés occidentales. Mais Piketty a une

réserve importante : les bénéficiaires ont été ceux qui se trouvaient au milieu de l'échelle des revenus :

« *cette transformation profonde s'est faite au bénéfice non pas des « classes populaires » (les 50 % les plus pauvres), dont la part dans le patrimoine total est restée extrêmement limitée, mais presque exclusivement à l'avantage de ce que l'on peut appeler les « classes moyennes patrimoniales » (les 40 % du milieu, c'est-à-dire les personnes comprises entre les 50 % les plus pauvres et les 10% les plus riches), dont la part dans le patrimoine total était inférieure à 15 % au XIX^e siècle, et se situe aujourd'hui autour de 40 %... L'émergence de cette « classe moyenne » de propriétaires, qui individuellement ne sont pas très riches, mais qui collectivement se sont retrouvés au cours de XX^e siècle à détenir une masse de patrimoines supérieure à celle possédée par le centile supérieur... constitue une transformation sociale, économique et politique fondamentale.* » (p. 164).

La crise du capitalisme réformé à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e

Il est utile de chercher ce qu'ont été les crises et les idées qui ont mis fin à la crédibilité des idéologies égalitaires à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle.

L'effondrement de l'expérience socialiste en Union soviétique et en Europe de l'Est est un élément central de l'histoire. Mais pour Piketty il ne faut pas sous-estimer l'étroitesse d'horizon de l'imagination créative des futurs alternatifs à la catastrophe néolibérale :

« *le communisme soviétique repose sur sa suppression complète et son remplacement par la propriété étatique intégrale. En pratique, ce défi lancé à l'idéologie de la propriété privée aura finalement surtout conduit à la renforcer. L'échec dramatique de l'expérience communiste en Union Soviétique (1917 – 1991) est l'un des facteurs qui ont le plus fortement contribué au retour en force du libéralisme économique depuis 1980 – 1990, et au développement de nouvelles formes de sacralisation de la propriété privée.* » (p. 673).

L'échec soviétique et le tout aussi désastreux capitalisme oligarchique débridé « *porte également en lui une forme de désillusion face à toute possibilité d'une économie juste, qui nourrit les replis identitaires.* » (p. 674).

Si, pour l'essentiel, Piketty se concentre sur le désenchantement idéologique et le renversement radical des politiques en Europe de l'Est et de l'Ouest, l'impact de l'effondrement des régimes socialistes a également sérieusement sapé l'attrait du socialisme, qu'il soit marxiste-léniniste ou social-démocrate et réformiste, comme vision de l'avenir dans le Sud global. Cette crise idéologique de la gauche a gravement affaibli la résistance de la société civile aux programmes d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à partir du début des années 1980.

L'effondrement du communisme soviétique a été important pour expliquer la force de l'offensive idéologique du néolibéralisme.

L'analyse de Piketty se concentre cependant sur le recul idéologique de la social-démocratie. Étonnamment, il ne mentionne guère la cause sous-jacente de ce recul : la crise de l'économie sociale-démocrate keynésienne qui s'est manifestée par la montée simultanée de l'inflation et du chômage dans les années 1970, ce qui ne devait pas se produire selon l'orthodoxie keynésienne dominante. Bien que Piketty ne l'ait guère reprise, la crise des années 1970 a été à la fois une crise réelle et une crise idéologique, et elle a dévasté l'hégémonie du keynésianisme, qui avait effectivement servi d'idéologie à la social-démocratie à la place du marxisme. La profondeur de cette crise a été exprimée par le Premier ministre britannique de l'époque, James Callaghan, lors d'une conférence du parti travailliste en 1976 :

« Nous pensions autrefois que l'on pouvait sortir de la récession en réduisant les impôts et en augmentant les dépenses publiques. Je vous dis en toute franchise que cette option n'existe plus, et, quand elle existait, elle n'a fonctionné à chaque fois depuis la guerre qu'en injectant une plus grande dose d'inflation dans l'économie, ce qui s'est suivi d'un niveau de chômage plus élevé. »

[3]

Les mots de Callaghan exprimaient le douloureux recul de la social-démocratie - certains diraient même sa capitulation - devant les forces du néolibéralisme qui se sont acharnées à acquérir et à utiliser le pouvoir de l'État pour renverser les politiques de redistribution. La contre-révolution a été lancée sérieusement aux États-Unis et en Grande-Bretagne par Ronald Reagan et Margaret Thatcher au début des années 1980. Piketty note que le principe du néolibéralisme selon lequel la distribution égalitaire des revenus est un obstacle à l'augmentation de la productivité économique n'a pas été démontré par la recherche, mais cela n'a été compris que plus tard. Entre-temps, « ...les administrations Clinton et Obama n'ont fait au fond que valider et pérenniser les orientations fondamentales prises sous Reagan. Cela peut s'expliquer parce que ces administrations étaient en partie convaincues par le narratif reaganien, faute par exemple du recul dont nous disposons aujourd'hui. » (p. 964).

L'incapacité des sociaux-démocrates à développer un récit alternatif au néolibéralisme - dont ils étaient 'partiellement convaincus' - a été un facteur clé dans l'hégémonie que ce dernier a acquise. Mais ce n'est pas tout. La force de l'analyse de Piketty réside dans le fait qu'il lie le recul idéologique des partis dominants à gauche aux changements dans les intérêts de classe de la base électorale des partis sociaux-démocrates, en particulier le Parti socialiste en France, le Parti travailliste en Grande-Bretagne et le Parti démocrate aux États-Unis.

La corrélation entre les niveaux de revenus et le comportement électoral révèle une transformation majeure de la base électorale des partis sociaux-démocrates : dans les années d'après-guerre, les personnes qui votaient pour la gauche étaient le plus souvent les travailleurs salariés les moins instruits, mais au cours du dernier demi-siècle, une proportion de plus en plus importante de leur base électorale a été

constituée de personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé, y compris des cadres et des personnes exerçant des professions intellectuelles. Paradoxalement, cette transformation s'explique en partie par le fait que nombre de ceux qui ont bénéficié d'un meilleur accès à l'université et aux études supérieures se sont sentis « ...reconnaissant aux partis de gauche, qui ont toujours mis l'accent sur l'émancipation et la promotion sociale par l'éducation. » (p. 877).

Le résultat imprévu, cependant, a été que ces partis ont été de plus en plus considérés par les travailleurs moins instruits comme ne représentant plus leurs intérêts, mais ceux des plus instruits appartenant aux classes moyennes, ce qui a conduit les premiers à se sentir abandonnés et mûrs pour le recrutement par d'autres forces, comme celles ayant un programme 'identitaire' nativiste. Aux États-Unis en particulier, le Parti démocrate est devenu le parti des personnes instruites dans un pays où le système universitaire était fortement inégalitaire, avec peu de possibilités pour les enfants des personnes défavorisées d'accéder aux universités d'élite.

Il y a eu un autre développement très important : l'acceptation croissante du programme social et fiscal du néolibéralisme par les secteurs éduqués et influents du Parti démocrate « ... qui pouvait trouver les avantages à cette nouvelle donne politique peu redistributive. » (p. 964). Le résultat a été que « ... la « gauche brahmane » qu'était devenu le parti démocrate dans les années 1990-2010 avait au fond des intérêts communs avec la politique de la « droite marchande » au pouvoir sous Reagan et Bush. » (p. 964).

L'hypothèse de Piketty semble trouver une nouvelle confirmation dans les élections américaines de 2020, qui ont eu lieu après la rédaction du livre. L'attribution par Trump de sa défaite à Big Tech et Wall Street était une théorie conspirationniste, mais il y avait un grain de vérité dans ses divagations : le candidat gagnant, Joe Biden, et son parti ont en effet bénéficié d'un soutien important, tant matériel qu'idéologique, de l'élite de la Silicon Valley et de l'élite de Wall Street ainsi que de l'ensemble des catégories professionnelles supérieures. C'est cette force qui a permis à Biden de battre Trump largement pour ce qui est des collectes de fonds tout au long de la campagne. [4]

2. Évolution comparative des sociétés traditionnelles [5]

Pour comprendre la dynamique de la plupart des régimes d'inégalité actuels, dit Piketty, il faut comprendre leur évolution historique à partir d'une matrice commune qu'il appelle la société 'ternaire' ou 'trifonctionnelle', dont la logique idéologique était la 'fonction' que chacun des trois groupes sociaux remplissait pour permettre à une communauté de survivre et de se reproduire.

L'Europe du XIX^e siècle : de la société ternaire à la société de propriété

Dans son incarnation au 'Moyen-Âge' européen, le régime ternaire d'inégalité était composé du clergé qui était censé assurer le leadership spirituel, de la noblesse censée assurer la sécurité et des gens du commun, les paysans, qui faisaient le travail dont la plus grande partie des fruits était appropriée par les deux ordres dominants. Le contrôle de la propriété était intégralement lié au contrôle des personnes ('droits régaliens').

La grande rupture avec le régime ternaire européen est due principalement à la Révolution française de 1789 qui a séparé le contrôle de la propriété du contrôle des personnes. Le premier s'est transformé en propriété privée, en consolidant les différents droits de contrôle de la terre qu'avaient exercés la noblesse et le clergé, et le contrôle des personnes a été dévolu à l'État central tel que la Révolution l'a transformé. L'expropriation d'une grande partie des terres de la noblesse et du clergé a réduit l'inégalité dans l'accès à la terre au lendemain de la Révolution, tandis que l'État central a assumé le monopole de l'exercice de la force, de l'application de la loi et de la justice, et s'est également engagé à fournir, avec l'Église, une protection sociale élémentaire.

Piketty s'engage dans une riche discussion sur les différentes variantes de ce processus en France, en Angleterre, en Irlande et dans les pays scandinaves. Mais dans tous ces pays, le résultat final a été l'émergence d'une société de propriétaires qui a 'sacralisé' la propriété privée et l'a légitimée avec une 'idéologie propriétaire'. Cette idéologie visait à établir et à légitimer les droits de la nouvelle élite propriétaire, plus diversifiée, non seulement sur les terres, mais aussi sur de nouvelles formes de propriété émergentes, mobiles et échangeables, telles que les investissements, les actions et les obligations. Si les inégalités se sont légèrement réduites en France au lendemain de la Révolution française, elles se sont aggravées au cours du XIX^e siècle, devenant particulièrement aiguës à la *Belle Époque* (1880-1914), contrairement aux impressions populaires sur le caractère plus égalitaire de la société post-révolutionnaire.

C'est à la *Belle Époque* que le capitalisme est devenu le système économique dominant. En l'envisageant sous l'angle de l'évolution de la propriété privée plutôt que sous celui des moyens de production, ce qui était l'objet de Marx, Piketty voit le capitalisme comme un « ...*mouvement historique consistant à repousser sans cesse davantage les limites de la propriété privée et de l'accumulation d'actifs, au-delà des formes traditionnelles de détention et des frontières étatiques anciennes.* » (p. 190).

Soulignant le rôle de l'idéologie, Piketty affirme que l'on peut dire que le capitalisme est une excroissance du propriétaire, qui à l'origine légitimait les formes traditionnelles de détention de la propriété, principalement la propriété foncière. Le propriétaire, cependant, a permis l'adoption d'un principe de création et d'accumulation de nouvelles 'formes' de propriété matérielle et immatérielle. Ce processus, à son tour, a entraîné le développement d'un système juridique de plus en plus sophistiqué et trans-territorial, qui a codifié les formes traditionnelles et nouvelles afin de « ...*garantir autant que possible la pérennité pour les propriétaires, à l'insu de tous ceux*

qui pourraient vouloir s'en prendre à leurs biens... et à l'insu parfois aussi des États et des systèmes légaux nationaux. » (p. 190).

L'Inde d'avant l'Indépendance : une société 'quaternaire'

Piketty s'intéresse à un certain nombre d'autres sociétés traditionnelles, en particulier l'Inde avant et pendant la colonisation britannique, la Chine d'avant le XX^e siècle et l'Iran chiite. Nous nous concentrerons sur son analyse de l'Inde et de la Chine. Si, en Europe occidentale, le pouvoir de l'élite avant l'émergence de la société de propriétaires reposait conjointement sur la noblesse et le clergé, en Inde, les brahmanes, qui fonctionnaient comme une élite idéologique, étaient clairement dominants. Ils se trouvaient au sommet d'un régime d'inégalité quaternaire (contrairement au système ternaire européen), où l'on trouvait également les trois autres *varnas* ou groupes sociaux, tels qu'il avaient été idéalisés dans l'ancien Manusmriti canonique, ou Code de lois du Manu. Les quatre groupes avaient une relation fonctionnelle les uns avec les autres :

« *Il s'agit des brahmanes, qui assurent les fonctions de prêtres, de savants et de lettrés ; des kshatriya, qui sont les guerriers chargés de garantir l'ordre et la sécurité de la communauté ; des vaishya, qui sont les agriculteurs, les éleveurs, les artisans et les commerçants ; et des shudra, qui forment la classe des travailleurs les moins élevés, dont la seule mission est d'être au service des trois autres classes sociales.* » (p. 370-371).

En pratique, il y avait des milliers de *jatis* ou de micro-groupes professionnels ou culturels dans toute l'Inde, que l'élite brahmanique essayait d'organiser hiérarchiquement en quatre *varnas* dans le but d'assurer la stabilité du pouvoir. Si ce processus a connu un certain succès, il n'a été ni total ni durable. Dans la pratique, le régime d'inégalité a constamment évolué à mesure que l'équilibre du pouvoir se déplaçait entre les groupes sociaux dans le contexte d'un développement économique, démographique et territorial rapide, accompagné de l'émergence de nouvelles élites commerciales et financières.

Les catégories sociales ont été figées quand les Britanniques ont mené des recensements lorsque la Couronne a repris le contrôle du sous-continent à la Compagnie des Indes orientales au milieu du XIX^e siècle. Ces recensements ont été menés pour fournir des points d'appui permettant aux Britanniques de gouverner plus efficacement en identifiant les groupes sur lesquels on pouvait compter pour remplir des postes administratifs, servir dans l'armée et payer des impôts. Des milliers de *jatis* à travers l'Inde ont été classés dans les quatre *varnas* classiques : les Britanniques ont ainsi classé tous les groupes locaux qu'ils croyaient être liés aux brahmanes sous la rubrique 'brahmane'. Souvent sans rapport avec les identités sociales réelles, cette « ...*politique d'assignation identitaire bouleversa profondément les structures sociales, et aboutit dans de nombreux cas au durcissement des frontières entre groupes autrefois flexibles et au développement de tensions et d'antagonismes nouveaux.* » (p. 403).

Il y a eu un double mouvement dans ce processus. La catégorisation sociale à des fins administratives coloniales a eu un impact sur les relations sociales réelles, les désorganisant et les réorganisant matériellement. Puis cette réorganisation matérielle est devenue la base de l'idéologie orientaliste qui a été utilisée pour faire avancer le caractère 'progressiste' du colonialisme. À la suite d'Edward Saïd [6], Piketty écrit que l'orientalisme était fondé sur le refus d'historiciser les sociétés 'orientales', en insistant sur leur 'essentialisation' et en les décrivant comme figées dans le temps, éternellement imparfaites et structurellement incapables de se gouverner elles-mêmes. L'orientalisme « ...a produit du savoir et de l'érudition, et en même temps des façons spécifiques d'appréhender les sociétés lointaines, des modes de connaissance qui ont longtemps été explicitement au service d'un projet politique de domination coloniale... » (p. 391).

En résumé, nous pouvons dire que la principale contribution de l'analyse de Piketty sur le 'système des castes' en Inde, réunie à partir de plusieurs sources, est la façon dont elle révèle minutieusement les effets de renforcement mutuel de développements réels et d'une vision idéologique qui ont permis la transformation des structures sociales.

La Chine traditionnelle : convergence et divergence avec l'Ouest

À la différence de l'Inde, et comme en Occident, la Chine traditionnelle était une société ternaire. Contrairement à l'Inde précoloniale, où l'élite scientifique et administrative brahmanique dominait pour l'essentiel les cercles dirigeants des différents royaumes, le régime chinois d'inégalité « ...reposait sur des formes complexes et évolutives de compromis et de concurrence entre les élites lettrées et les élites guerrières, et non pas sur une surpuissance des premières. » (p. 462). Cela dit, les littéraires ou mandarins, les élites guerrières et les propriétaires, selon Piketty, « ... se recoupaient pour partie : les élites lettrées et administratives étaient également des propriétaires terriens recevant des rentes foncières du reste de la population, de même que les élites guerrières, et les alliances entre ces différentes groupes étaient nombreuses. » (p. 467).

Une grande partie du développement de Piketty sur la Chine traditionnelle porte sur les débats académiques, jadis déchaînés, sur les raisons pour lesquelles les trajectoires économiques de l'Europe et de la Chine ont divergé à partir du XV^e siècle. L'Europe s'étant lancée dans une expansion internationale, contrairement à la Chine qui a fini par être assiégée par les puissances occidentales. Piketty suit Kenneth Pomeranz [7] en attribuant la 'Grande divergence' à deux éléments : 1) la déforestation et la découverte de gisements de charbon en Europe, qui ont permis le passage à une nouvelle source d'énergie facilitant l'innovation technologique ; et 2) les guerres interétatiques entre les royaumes européens ont donné naissance à de puissants États européens centralisés qui ont soumis leurs populations à un système de taxes capable de soutenir le développement d'innovations tant militaires que financières ; grâce à ces technologies, les États européens ont développé un formidable pouvoir coercitif qui a permis, au XVIII^e

et XIX^e siècles, d'organiser la division internationale du travail. La puissance militaire européenne a permis de créer les routes commerciales reliant l'Europe, l'Afrique et l'Asie, ce qui a submergé les défenses chinoises contre les exportations européennes. [8]

Il n'est pas surprenant que la contribution principale de Piketty au travail académique, compte tenu de son expertise sur les niveaux d'imposition et la transformation des régimes d'inégalité, soit ses observations sur la relation entre la force de l'État et la fiscalité. Malgré l'importance de son expansion et de sa puissance impériale, la Chine était un État faible par rapport aux États européens qui frappaient à sa porte. Au XVIII^e siècle, les impôts représentaient à peine 1 à 2 % du revenu national en Chine, contre 6 à 8 % en Europe, et même ce niveau élevé d'imposition n'était pas suffisant pour les États européens qui ont dû emprunter aux élites financières pour financer leurs rivalités continentales et leur expansion internationale. Piketty fait le constat provocateur que « ... l'État impérial chinois n'avait aucunement les moyens d'être despotique. » (p. 461). C'était un État faiblement centralisé, incapable de maintenir l'ordre public de manière autonome, de garantir les droits de propriété sur l'ensemble du territoire, théoriquement sous son contrôle, et qui devait s'appuyer sur les élites locales et les seigneurs de la guerre pour accomplir ces tâches. En tout état de cause, le faible État chinois pouvait difficilement faire face à la fois à une révolte interne massive, la rébellion des Taiping, et à la pression des puissances européennes dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

3. Sociétés esclavagistes et coloniales

La marche des sociétés européennes vers la domination mondiale à partir du XV^e siècle était en partie basée sur les énormes profits tirés des sociétés esclavagistes des Amériques basés sur la déportation d'esclaves venant d'Afrique. Piketty adopte ici la distinction faite par Moses Finley entre les 'sociétés avec esclaves', mais où ceux-ci ne jouaient pas un rôle majeur dans l'économie, et les 'sociétés esclavagistes', où les esclaves servaient de pilier central dans la structure de production et du pouvoir et constituaient une partie importante de la population. [9] Les économies de plantation des Amériques étaient clairement du deuxième type.

Les sociétés esclavagistes, les plus inégales de l'histoire

Les sociétés esclavagistes comme celle de Saint-Domingue (Haïti) dans les Amériques ont été les plus inégalitaires de l'histoire, le décile supérieur représentant 70 à 80 % du revenu total. Et elles étaient très rentables. Piketty estime que dans les années 1780, 7 % du revenu national de la France - dont 3 % provenant uniquement d'Haïti - était constitué par les bénéfices du système esclavagiste des Amériques. Dans le cas du Royaume-Uni, les bénéfices issus de l'esclavage étaient de l'ordre de 4 à 5 % du revenu national.

Alors que l'esclavage devenait de plus en plus détestable

moralement, et était considéré comme une concurrence avec le travail salarié 'libre' associé au développement du capitalisme industriel, son abolition devint une question politique centrale en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis. En raison de la sacralisation de la propriété privée, l'indemnisation des propriétaires d'esclaves est devenue une préoccupation centrale, tandis que l'on ne pensait guère à l'indemnisation de ceux qui avaient été esclaves.

L'indemnisation des propriétaires d'esclaves a eu des conséquences fatales pour Haïti qui, menacée d'être reprise par la force après avoir gagné son indépendance pendant la Révolution française, a accepté de payer aux propriétaires d'esclaves 150 millions de francs-or pour la perte de leurs esclaves et de leurs biens en 1825. À l'époque, 150 millions de francs-or représentaient 300 % du revenu national d'Haïti, soit trois années de production. Les créanciers français ont réussi à extraire une moyenne de 5 % du revenu national d'Haïti de 1849 à 1915, et la dette n'a été officiellement remboursée et effacée des livres de compte qu'au début des années 1950. Les conséquences tragiques de cet accord imposé à Haïti sont soulignées par Piketty : « *Pendant plus d'un siècle, de 1825 à 1950, le prix que la France voulut faire payer à Haïti pour sa liberté eut surtout pour conséquence que le développement économique et politique de l'île fut surdéterminé par la question de l'indemnité...* » (p. 266).

En ce qui concerne les États-Unis, la proposition de Lincoln à l'époque de la guerre civile, une lente émancipation des esclaves avec compensation, si elle avait été mise en œuvre en tant que stratégie militaire et politique, aurait probablement été inapplicable car elle aurait entraîné la faillite du pays si elle avait été basée sur la valeur marchande des esclaves en 1860, qui aurait pu atteindre 100 % du revenu national ou trois ou quatre fois le coût de la guerre civile. L'indemnisation des propriétaires d'esclaves a été évitée grâce à la défaite du Sud, mais il est surprenant que Piketty n'évoque pas le fait qu'au lieu de l'indemnisation le Sud ait été autorisé à restaurer le semi-esclavage sous la forme d'un système de 'convict leasing', location de bagnards, qui complétait un système de métayage et de recouvrement de dette qui est devenu le mode de production dominant de l'économie du Sud après la reconstruction. La location de bagnards était un système qui consistait à prendre au piège les Noirs pour les condamner pour des crimes le plus souvent imaginaires et qui permettaient aux États du Sud de les louer pour du travail non rémunéré, une pratique rendue possible par une lacune juridique dans l'amendement constitutionnel qui interdisait l'esclavage. Il est intéressant de citer ici Ian Haney Lopez pour compléter le travail de Piketty :

« *La location des bagnards a recréé directement un fac-similé de l'esclavage, avec des travailleurs bagnards détenus et exploités sous la terreur du fouet dans les champs, les usines et les mines. Mais elle a également reconstitué la stratification raciale d'avant la guerre civile, en permettant la montée d'un système de métayage et de recouvrement de dette dans le Sud rural. L'omniprésence et le caprice du système garantissaient que pratiquement aucun Afro-Américain n'était en sécurité s'il n'était*

pas sous la protection et le contrôle d'un propriétaire terrien ou d'un employeur blanc. Si vous vouliez être sûr de pouvoir rentrer chez vous, plutôt que d'être chassé, emprisonné sous de fausses accusations et vendu dans le système de location des condamnés, vous aviez besoin de la caution d'un homme blanc puissant. Les Noirs se sont lancés dans le métayage, une relation qui s'apparentait elle-même à l'esclavage, en partie parce qu'ils avaient besoin de patrons blancs pour les protéger du système mortel du travail des condamnés. La menace mortelle du travail des condamnés et de la chaîne a soumis les Afro-Américains à un système de péage agricole au moins jusqu'au milieu des années 1940. » [10]

Quant à l'indemnisation des anciens esclaves, Piketty note que si le proverbial '40 acres et une mule' que les autorités d'occupation du Nord offrait aux Noirs leur inspirait de l'espoir, elle a rapidement disparu lorsque les Blancs du Sud ont pris le contrôle des États et des collectivités locales dans tout le Sud, les troupes fédérales étant parties à la fin de la reconstruction, laissant les Blancs gérer leurs propres affaires et abandonnant les Afro-Américains à leur merci.

Mais, toujours optimiste - l'une de ses qualités désarmantes -, Piketty laisse entrevoir la possibilité qu'une compensation future pour les Afro-Américains ne soit pas complètement exclue : « *Si l'on en juge pas le cas de l'indemnisation des Japonais-Américains, que les dirigeants étatsuniens*

avaient jugé inenvisageable pendant des décennies, ou celui de la spoliation des bien juifs en France... il est cependant tout à fait possible que ces débats aboutissent à l'avenir à des mobilisations réussies et des formes de réparations imprévues. » (p. 275).

Le colonialisme, une entreprise rentable

Piketty suit la division approximative habituelle de l'histoire du colonialisme en deux périodes, la première s'étendant d'environ 1500 à 1850, la seconde commençant dans la période 1800 à 1850 et se terminant avec la décolonisation dans les années 1960. Il aborde différents aspects de la domination coloniale dans les pays sans colonies de peuplement comme la Zambie, l'Indochine ou les Indes orientales néerlandaises, et les pays ayant eu des colonies de peuplement en Amérique, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud. Il n'a rien à ajouter à l'analyse progressiste de ces sociétés, sauf peut-être à fournir des estimations qui confirment que le colonialisme a été extrêmement rentable au cours des deux périodes. Le colonialisme extractif de la première période, qui dépendait largement de l'esclavage, représentait 4 à 7 % du revenu national, tandis que le colonialisme dépendant des retours sur investissement dans les colonies représentait 5 à 8 %.

Qu'est-ce qui explique la plus grande rentabilité du colonialisme dans la deuxième période ? Piketty dit que face à l'extraction brutale de la première période, la méthode apparemment plus acceptable d'accumulation du capital grâce aux profits de la deuxième période s'est étendue à une large échelle et a fini par éclipser la première. Le résultat de l'accumulation de capital de la seconde période a permis à la France et à la Grande-Bretagne,

qui enregistraient des déficits commerciaux persistants, de continuer à accumuler à un rythme accéléré des créances sur le reste du monde. En bref,

« ...le reste du monde travaillait pour accroître la consommation et le niveau de vie des puissances coloniales, tout en devenant de plus en plus fortement endetté vis-à-vis de ces puissances. Cela correspondrait par exemple à la situation où un ouvrier consacrerait une large part de son salaire pour payer son loyer au propriétaire de son appartement, et où le propriétaire utiliserait ces loyers pour acheter le reste de l'immeuble, tout en menant grand train par comparaison aux ménages ouvriers qui n'ont que leur salaire pour vivre. Cela en choquera peut-être certains (ce qui me semblerait sain), mais il est important de réaliser que l'objectif de la propriété est précisément d'apporter une plus grande capacité de consommation et d'accumulation à l'avenir. De même, l'objectif d'accumuler des actifs étrangers, que ce soit au moyen d'excédents commerciaux ou d'appropriations coloniales, est de pouvoir ensuite avoir des déficits commerciaux. C'est le principe de toute accumulation patrimoniale, au niveau domestique comme au niveau international. » (p. 339).

Les données de Piketty montrent clairement qu'il n'y a quasiment rien de vrai dans l'affirmation révisionniste de ceux qui font l'apologie des empires coloniaux selon laquelle le colonialisme était plus un fardeau pour les colonisateurs que pour les colonisés, une thèse absurde qui a pris au sérieux l'observation joviale de Sir John Robert Seeley selon laquelle les Britanniques « semblent, pour ainsi dire, avoir conquis et peuplé la moitié du monde dans un moment de perte d'esprit. » [11]

4. Du communisme au post-communisme

Piketty étudie l'évolution des régimes communistes en Russie, en Chine et en Europe de l'Est, mais il répète les arguments déjà exprimés sur les raisons pour lesquelles ils sont entrés dans une crise grave et, dans certains cas, ont disparu à la fin du XX^e siècle. Il a cependant une idée originale, qui concerne la psychologie d'un régime au pouvoir. Il s'agit de la 'peur du vide', qui conduit à ne pas savoir 'quand s'arrêter' et à la 'sacralisation' du mode de propriété que l'on préconise. Tout comme les gouvernements néolibéraux qui ont créé des niveaux d'inégalité déstabilisants pour leurs régimes en raison de leur allergie idéologique congénitale à la propriété de l'État, les pays communistes sont allés trop loin dans leur crainte de la propriété privée ou de la restauration capitaliste. Il est intéressant de citer ici Piketty *in extenso* :

« Le fait de criminaliser les détenteurs de carrioles et d'échoppes, au point de les emprisonner, peut sembler absurde. Cette politique obéit pourtant à une certaine logique. Il y a d'abord et surtout la crainte de ne pas savoir où s'arrêter. Si l'on commence par autoriser des formes de propriété privée de petits entreprises, ne risque-t-on pas de ne pas savoir où placer la limite, et, de proche en proche, de ressusciter le capitalisme ? De même que l'idéologie propriétaire du XIX^e siècle refusait toute remise en

cause des droits de propriété privée acquis dans le passé, de peur que l'ouverture de cette boîte de Pandore ne mène tout droit au chaos généralisé, l'idéologie soviétique refuse au XX^e siècle d'admettre autre chose que la propriété strictement étatique, de peur que le moindre interstice laissé à la propriété privée ne finisse par gangrener l'ensemble. Au fond, chaque idéologie est victime d'une forme de sacralisation, de la propriété privée dans un cas et étatique dans l'autre, et de la peur du vide. » (p. 688-689).

La tragédie soviétique

En se concentrant sur la Russie soviétique, Piketty spéculé que cette crainte du vide a empêché d'envisager des régimes de propriété plus viables qui auraient pu répondre aux préoccupations concernant l'inégalité, tout en dissipant les craintes de perte de productivité et d'efficacité. Piketty a à l'esprit la possibilité que s'ils avaient été plus ouverts à d'autres expériences et avaient agi au bon moment, à des 'points de bascule', les soviétiques auraient pu éviter le socialisme totalitaire et tirer des enseignements de l'imposition progressive des revenus et des modèles de cogestion nordiques et allemands qui étaient mis en place en Europe occidentale au milieu du XX^e siècle. Il admet toutefois que cette possibilité n'apparaît qu'avec le recul. Mais il y avait un obstacle encore plus important, et qui se situait non pas au niveau des mécanismes pratiques visant à équilibrer l'égalité et la productivité, mais au niveau de l'idéologie. On ne peut pas réduire les besoins humains à quelques besoins fondamentaux qui peuvent être facilement satisfaits par un État socialiste centralisé. Il existe de nombreuses différences légitimes entre les individus que le régime soviétique n'a pas reconnues, et

« Seule une organisation décentralisée peut permettre de faire en sorte que toutes ces différences légitimes entre individus puissent se rencontrer et s'exprimer. Une organisation étatique centralisée ne peut y parvenir, non seulement car aucune structure étatique ne pourra jamais rassembler toutes ces informations pertinentes sur les informations et caractéristiques individuelles, mais également parce que le simple fait de chercher à les collecter de façon systématique risquerait d'affecter négativement les processus sociaux par lequel les individus apprennent à se connaître eux-mêmes. » (p. 691).

L'histoire de l'effondrement du communisme, suivi de la 'thérapie de choc' imposée par le FMI et de la 'vente au rabais' des actifs soviétiques que des individus entreprenants, connus sous le nom d'oligarques', ont manipulés et récupérés à leur propre profit est bien connue. La contribution de Piketty à cette sombre histoire de privatisation radicale est d'avoir pu analyser au mieux la réalité des inégalités dans la Russie d'aujourd'hui. Ses recherches et celles de ses collègues montrent que les 10 % les plus riches dans l'échelle des revenus ont augmenté leur part dans le revenu total, passant d'un peu plus de 25 % en 1990, lorsque le communisme s'est effondré, à 45 voire 50 % en 2000. L'augmentation de la part des revenus des 1 % les plus riches est encore plus spectaculaire, en passant d'à peine 5 % en 1990 à 25 % en 2000. Si les parts de revenu du centile et du décile

supérieurs ont probablement diminué depuis lors, elles sont restées probablement extrêmement élevées, ce qui a amené Piketty à déclarer que la transition de la Russie d'un niveau d'inégalité relativement faible pendant la période soviétique à une inégalité extrêmement élevée est une « ... *transition... inédite à l'échelle du monde...* » (p. 695).

L'autre contribution de Piketty à la compréhension des réalités post-soviétiques est sa révélation que les systèmes de taxation et de contrôle des capitaux sont extrêmement faibles. Il n'y a pas d'impôt sur les successions et, s'il y a un impôt sur le revenu, c'est un impôt proportionnel, sans aucune progressivité. Le taux est de 13 % du revenu, que l'on gagne 1000 roubles ou 100 000. Quant au contrôle des capitaux, son fonctionnement est opaque. Cependant, en utilisant les données disponibles sur le commerce extérieur et les réserves officielles, Piketty estime que le montant des avoirs russes cachés dans les paradis fiscaux se situerait entre 70 et 110 % du revenu national en 2015, avec une valeur moyenne estimée à 90 % !

Dans l'une des descriptions les plus frappantes de ce qui est, en fait, un racket se faisant passer pour un système financier, Piketty écrit que :

« De fait, la particularité de la Russie des années 2000-2020 est que le pays et ses richesses sont, pour une large part, détenus par un petit groupe de propriétaires très fortunés résidant en Russie, ou parfois partiellement en Russie et partiellement à Londres ou Monaco, à Paris ou en Suisse. Leurs possessions s'organisent au travers des structures juridiques (sociétés-écrans, trusts, etc.) localisées dans des paradis fiscaux, de façon à pouvoir échapper autant que possible à d'éventuels soubresauts du système légal et fiscal russe... » (p. 696-697).

Pourtant, cet état de fait n'est pas uniquement le résultat de l'inefficacité ou de la corruption du côté russe. La réglementation 'light touch' promue par l'idéologie néolibérale a régi les systèmes financiers nationaux et internationaux. Les traités et accords internationaux ont libéralisé les flux de capitaux sans instituer de mécanismes de régulation ou de dispositions pour l'échange d'informations qui auraient permis de lutter contre les pratiques illégales et les abus. Cependant, même avec cette mise en garde sur cette responsabilité largement partagée, « ... *le degré de contournement du système légal russe a atteint des proportions inédites, comme l'ont montré des travaux juridiques récents.* » (p. 697).

De la révolution culturelle au 'capitalisme à caractéristiques chinoises'.

L'expérience de la Chine en matière de transition post-communiste diffère de celle de la Russie à de nombreux égards. L'une d'elles est que seulement 70 % de tous les biens ont été privatisés, l'État en conservant 30 %. Ces 30 % sont suffisants pour que l'État puisse orienter l'économie dans la direction qu'il souhaite, d'autant plus qu'il continue de détenir 55 à 60 % du capital total des entreprises et des biens non immobiliers.

Cependant, en ce qui concerne les inégalités, la Chine a connu

une augmentation spectaculaire. Selon les estimations disponibles, la Chine a connu une augmentation des inégalités supérieure à celle de l'Europe mais inférieure à celle des États-Unis, les 10 % les plus riches accaparant plus de 40 % des revenus en 2020, contre près de 50 % pour les États-Unis et moins de 35 % pour l'Europe. En ce qui concerne la part des patrimoines privés (par opposition au revenus), la situation est peut-être encore plus grave, la part des 10 % les plus riches passant de 40 à 50 % au début des années 1990 à près de 70 % dans les années 2010, un niveau proche de celui des États-Unis.

N'arrivant pas à trouver toutes les données relatives à l'impôt sur le revenu, Piketty se plaint que « ... *les informations rendues publiques au sujet de fonctionnement de l'impôt sur le revenu sont encore plus pauvres en Chine qu'en Russie, ce qui place la barre assez bas.* » (p.722). La situation est encore pire en ce qui concerne les données sur les patrimoines, puisqu'il n'y a pas de droits de succession en Chine. Les implications de ce qu'il considère comme une importante anomalie sont exposées par Piketty :

« Il faut souligner à quel point il est paradoxal qu'un pays dirigé par un parti communiste... puisse faire un tel choix... Mais à partir du moment où plus des deux tiers du capital chinois sont détenus par des propriétaires privés, il est surprenant qu'on laisse ceux qui ont le plus bénéficié des privatisations et de la libéralisation économique transmettre à leurs enfants la totalité de leurs biens, sans aucun impôt, aussi réduit soit-il. » (p. 723).

Face à cette situation, Piketty suggère avec sarcasme qu'un milliardaire asiatique qui voudrait transmettre sa fortune intacte à ses héritiers devrait s'installer en Chine – ce qui n'est, en effet, qu'à moitié facétieux quand on sait qu'il existe des hommes d'affaires taiwanais qui seraient favorables à l'intégration de Taïwan à la République populaire uniquement dans le but d'éviter l'impôt sur les successions.

Piketty pose la question : quelles sont 'les limites de la tolérance chinoise pour l'inégalité' ? Il suggère que la faiblesse des ressentiments à l'heure actuelle tient peut-être au fait que la population, et notamment nombre des dirigeants actuels de la République populaire, sont encore traumatisés par l'expérience de la révolution culturelle de la fin des années soixante et soixante-dix, qui était une tentative souvent violente de mettre fin à la transmission intergénérationnelle des richesses.

Une meilleure explication est peut-être celle qu'il ne met pas en avant, mais que de nombreux spécialistes de la Chine avancent : si les inégalités se sont accrues, les revenus ont augmenté encore plus vite. Le revenu moyen par habitant en Chine a augmenté de 229 % entre 1988 et 2008, soit dix fois plus que la moyenne mondiale qui est de 24 % et bien plus que les taux de l'Inde et des autres économies asiatiques en développement [12]. « *Pendant la plus grande partie des trois dernières décennies, tous les ménages ont prospéré* », spéculait un analyste, « *et la plupart des gens font plus attention à leur propre situation qu'à ceux qui ont prospéré plus encore... Ils ont peut-être, en somme, adhéré à la devise de Deng Xiaoping au début de l'ère des*

réformes, selon laquelle 'certaines personnes et régions devraient pouvoir prospérer plus que d'autres'. » [13].

5. Le social-nativisme et l'avenir de la politique

Le 'social-nativisme' est un mouvement qui propose des politiques de redistribution aux classes moyennes et inférieures, mais uniquement à ceux qui ont la 'bonne' couleur, ethnicité ou culture.

Le nativisme social en Europe et aux États-Unis

Il existe de nombreux mouvements sociaux nativistes en Europe, mais nulle part ailleurs le social-nativisme n'a réussi à ce niveau, en gagnant le pouvoir et en imposant sa politique, qu'en Hongrie, avec Viktor Orbán et son parti nationaliste conservateur, le Fidesz. Orbán a combiné une propagande provocatrice anti-réfugiés, anti-musulmans, anti-juifs et anti-européens avec une augmentation des allocations familiales, des subventions pour les emplois offerts aux chômeurs, l'offre de contrats gouvernementaux aux entrepreneurs et aux entreprises du pays, en échange de leur loyauté politique, le tout au mépris des règles restrictives de l'Union européenne en matière de budget et de concurrence.

Piketty ne pense pas que les tensions raciales ou ethniques soient la cause principale de la montée des phénomènes nativistes tels que Orbán, Marine Le Pen en France, le Brexit ou Donald Trump. Il place plutôt comme facteur central la 'brahmanisation' croissante des partis de gauche, c'est-à-dire le fait qu'ils sont devenus en grande partie les partis des classes moyennes aisées et cultivées et ont cessé d'être considérés comme représentant les intérêts des anciennes classes ouvrières qui constituaient la base des partis sociaux-démocrates en Europe et du Parti démocrate aux États-Unis. C'est la transformation de la gauche à l'Ouest que nous avons évoquée précédemment à propos de l'analyse de Piketty sur la social-démocratie en Europe et le parti démocrate aux États-Unis. Il serait utile de revenir sur ce sujet pour approfondir le contexte dans lequel se situe l'analyse de Piketty sur la montée du social-nativisme.

Au cours des 50 dernières années, deux défis sont apparus auxquels les partis de gauche n'ont pas su s'adapter : la généralisation de l'éducation supérieure et la mondialisation de l'économie. La gauche n'a pas été en mesure de comprendre l'impact de ces deux évolutions sur la structure sociale et politique, en y incluant la transformation de sa propre base sociale :

« Avec l'expansion éducative et le développement sans précédent de l'enseignement supérieur, la gauche électorale est peu à peu devenue le parti des plus diplômés et des gagnants du système éducatif (la « gauche brahmane »), alors que la droite électorale restait celui des plus hauts revenus et patrimoines (la « droit

marchande »), bien que de moins en moins nettement. Cela a conduit à rapprocher les politiques sociales et fiscales des deux coalitions alternant au pouvoir. Par ailleurs, avec le développement des échanges commerciaux, financiers et culturels à l'échelle de l'économie-monde, les différents pays se sont retrouvés sous la pression d'une concurrence sociale et fiscale de plus en plus forte, au bénéfice des groupes disposant du capital éducatif ou financier le plus élevé. Or les partis sociaux-démocrates (au sens large) n'ont jamais véritablement cherché à développer leur programme de redistribution à l'échelle internationale, au-delà de l'État-nation. ... Ils ont au contraire puissamment contribué à lancer à partir des années 1980-1990 le mouvement de libéralisation généralisée des flux de capitaux, sans échange d'informations et sans régulation ni fiscalité communes (pas même au niveau intra-européen). » (p. 1001-1002).

Ici, peut-être, Piketty ne prend pas assez au sérieux sa thèse sur la convergence, puisque les sociaux-démocrates en Europe et les démocrates aux États-Unis n'ont pas simplement 'contribué' au processus de libéralisation, mais l'ont mené. En Grande-Bretagne, par exemple, le travailliste Gordon Brown s'est fait le champion de la 'réglementation légère' dans sa quête pour que Londres supplante New York comme centre financier mondial. En Allemagne, le parti social-démocrate (SPD) a accompli ce que les démocrates-chrétiens n'ont jamais pu faire : affaiblir le droit du travail. Aux États-Unis, l'administration démocrate de Bill Clinton a fait avancer la zone de libre-échange nord-américaine (ALENA) et a été la principale force à l'origine de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les effets électoraux de cette convergence des intérêts de la gauche brahmane et de la droite marchande se sont déjà manifestés lors des élections de 2016 aux États-Unis, lorsque Wall Street soutenait financièrement Hillary Clinton. Mais cela a probablement été encore plus évident lors de la compétition de 2020 entre Donald Trump et Joe Biden.

Selon Piketty, les partis de gauche étant devenus les partis des classes aisées et cultivées, le vide a été exploité par les groupes anti-immigrés et racistes qui alimentent les clivages identitaires afin de gagner la faveur des travailleurs qui se sentent abandonnés. Les questions identitaires ne sont pas la cause première de l'attrait de la classe ouvrière blanche pour ces courants.

En tout cas, la désaffection des classes populaires et moyennes vis-à-vis de la social-démocratie et la montée des questions identitaires raciales et ethniques ont brouillé la bipolarité traditionnelle entre la gauche et la droite. La gauche est désormais divisée entre les brahmanes bien nantis et leurs riches alliés et ceux qui veulent un changement plus radical, et la droite est divisée entre sa base traditionnelle, l'élite économique, et les sociaux-nativistes qui se mobilisent contre les minorités mais aussi contre les riches. Ces forces peuvent parfois se retrouver dans des partis politiques distincts, mais elles peuvent aussi coexister de façon malsaine au sein d'un même parti, comme aux États-Unis où les factions sociales-

nativistes et les pro-business se retrouvent dans le Parti républicain. Les alliances politiques sont devenues très volatiles, comme dans le cas de la France, où « ...à l'arrivée au pouvoir d'une coalition rassemblant à la fois les plus hauts diplômés et les plus hauts revenus et patrimoines, rassemblant les segments les plus aisés des anciens partis de la gauche électorale et de la droite électorale. » (p. 978), pour faire reculer la social-nativiste Marine Le Pen et élire Emmanuel Macron comme président.

Piketty ne croit pas à la rhétorique redistributive et aux promesses opportunistes des sociaux-nativistes, en partie pour les mêmes raisons que les sociaux-démocrates, et en partie à cause de leur idéologie nationaliste. Prenant le cas du Rassemblement national (Front national) de Marine Le Pen en France, Piketty affirme que :

« Le plus vraisemblable est qu'une fois arrivés au pouvoir, qu'ils le souhaitent ou non, ils se retrouvent pris dans l'engrenage de la concurrence fiscale et sociale et de la promotion de leur territoire économique. C'est uniquement par opportunisme que le Rassemblement national en France s'est opposé lors de la crise des Gilets jaunes à la suppression de l'ISF. » (p. 1021).

Si jamais le parti de Marine Le Pen arrivait au pouvoir, affirme Piketty,

« ... il est probable qu'il se lancerait dans une trajectoire de dumping fiscal exacerbé pour attirer les investissements et supprimer les impôts des plus riches, d'une part parce que cela correspond mieux à son vieux fond anti-impôts et à son idéologie de la concurrence entre les peuples, et d'autre part parce que son refus de la coopération internationale et du fédéralisme l'enfermerait dans une logique de dumping. De façon générale, le processus d'éclatement de l'Union européenne (ou tout du moins de renforcement du pouvoir des États et de recentrage du projet européen sur la chasse aux immigrés) que pourrait entraîner l'arrivée au pouvoir des partis nationalistes conduirait à exacerber les forces de la concurrence fiscale et sociale et la tendance à l'accroissement des inégalités et au repli identitaire. » (p. 1021-1022).

Le social-nativisme en Inde

Le social-nativisme est également en progression en Inde, et Piketty s'intéresse ici à la manière dont la politique nationaliste hindoue du parti dominant, le BJP dirigé par le Premier ministre Narendra Modi, reconfigure le système social et politique. Comme dans son traitement du social-nativisme en Europe et aux États-Unis, Piketty soutient que ce sont les inégalités croissantes, conséquences de sa stratégie pro-marché et pro-business qui ont conduit le BJP à amplifier sa rhétorique identitaire et nationaliste hindouiste qui diabolise l'Islam. D'autres ont cependant souligné que la situation est plus complexe. Les politiques commerciales favorables au marché ont créé des perdants et des gagnants, et parmi les gagnants, on trouve non seulement les classes supérieures et moyennes, mais aussi une 'classe moyenne aspirante' qui se considère comme bénéficiaire des politiques néolibérales de Modi [14]. L'attrait qu'exerce Modi pour ces classes moyennes en pleine expansion

réside avant tout dans l'idée qu'il sert leurs intérêts économiques, ce qui n'exclut pas qu'ils soient attirés par le nationalisme hindou.

Selon Piketty, la montée en puissance du BJP s'est accompagnée d'une tendance à long terme de la politique indienne qui est passée d'un clivage de castes à un alignement politique de classe. Le BJP bénéficiait d'une très grande majorité des votes de la caste supérieure tandis que le parti du Congrès, anciennement hégémonique, et les partis de gauche bénéficiaient de la majorité des votes des castes inférieures et des musulmans. Mais ces dernières années, le BJP, sous la direction de Modi, s'est livré une concurrence agressive pour les voix des Dalits ('Intouchables') et d'autres groupes de castes inférieures et « De fait, le BJP est parvenu à détacher en partie le vote populaire hindou du vote musulman. » (p. 1086).

En effet, lors des élections de 2019 à la Chambre basse du Parlement, la Lok Sabha, le Congrès a été réduit à moins de 10 % des voix, la gauche a été presque totalement éliminée et le BJP a obtenu une majorité absolue des voix, en progression par rapport aux élections de 2014. Pour Piketty, ces développements sont avant tout des éléments pour l'orientation à long terme de la politique en Inde, basée sur les classes sociales – une évolution qui contraste avec l'affaiblissement du clivage de classe traditionnel en Europe et aux États-Unis.

6. Les points clé de la théorie de Piketty sur la répartition des patrimoines et des revenus

Au début de cet article, nous avons déclaré que, contrairement au *Capital du XXe siècle*, il n'existe pas dans *Capital et idéologie* de formule synthétique comparable au fameux $r > g$ (taux annuel de rendement du capital supérieur au taux de croissance de l'économie). Les réflexions de Piketty évoluent dans de nombreuses directions, beaucoup semblent être des digressions, quelques-unes des itérations supplémentaires de points déjà abordés, certaines enfin visant à plaire aux experts universitaires, mais toutes intéressantes. Mais il y a deux paragraphes qui ne sont peut-être pas aussi ramassés que la formule $r > g$ mais qui, ensemble, s'en rapprochent : des passages qui sont les conclusions clé des explorations statistiques comparatives, transhistoriques, synchroniques et diachroniques de Piketty.

Le premier concerne la distinction entre revenu et patrimoine lorsqu'il s'agit de la part des déciles les plus bas et les plus élevés de l'échelle des revenus :

« En pratique, la part du revenu total reçu par les 50 % les plus pauvres est toujours d'au moins 5 %-10% (et généralement de l'ordre de 10 %-20 %), alors que la part de la propriété détenue par les 50 % les plus pauvres peut être quasi nulle (souvent à peine 1 %-2 %, voire négative). De même, la part du revenu total

reçu par les 10 % les plus riches ne dépasse généralement pas 50 %-60 % dans les sociétés les plus inégalitaires (à l'exception de quelques sociétés esclavagistes et coloniales observées au XVIIIe, XIXe et XXe siècles, où cette part peut monter jusqu'à 70 %-80 %), alors que la part de la propriété détenue par les 10 % les plus riches atteint régulièrement 80%-90%, en particulier dans les sociétés propriétaires du XIXe siècle et du début du XXe siècle, et pourrait rapidement retrouver de tels niveaux dans les sociétés néopropriétaires en plein essor en ce début de XXIe siècle. » (p. 319-320).

Le deuxième paragraphe souligne que si ces répartitions de revenus et de richesses dans les sociétés contemporaines et historiques peuvent apparaître comme des régularités statistiques, elles n'ont rien de naturel. Piketty insiste sur l'importance de l'idéologie :

« L'inégalité est avant tout déterminée par des considérations idéologiques et politiques, et non par l'effet d'une contrainte économique ou technologique. Si les sociétés esclavagistes et coloniales ont atteint des niveaux d'inégalité exceptionnellement élevés, c'est parce qu'elles ont été construites autour d'un projet politique et idéologique particulier, s'appuyant sur des rapports de force et un système légal et institutionnel spécifiques. Il en va de même pour les sociétés de propriétaires, les sociétés trifonctionnelles, les sociétés sociales-démocrates ou communistes, et l'ensemble des sociétés humaines. » (p. 321).

Ces deux paragraphes résument ou sont le cœur, l'argument central, qui traverse les 1198 pages de *Capital et idéologie* : il existe des régularités statistiques qui apparaissent dans la distribution des revenus dans les sociétés contemporaines et historiques, qui ne sont pas d'origine naturelle mais sont créées socialement et perpétuées idéologiquement par les élites dominantes.

7. La dynamique du changement dans les régimes d'inégalité

Avant d'aborder les propositions politiques de Piketty, un système de 'socialisme participatif', il serait utile de revenir sur la façon dont il voit les changements significatifs se produire dans les régimes d'inégalité. Deux conditions sont importantes ici : les idées qui remettent en question le système ou qui favorisent une alternative innovante et les bifurcations. Les bifurcations sont les moments de crise d'un système où les choses peuvent aller dans des directions différentes, en fonction, entre autres, de l'existence d'idées ou d'idéologies qui le remettent en question et le poussent soit à se réformer, soit à opérer des changements plus fondamentaux. Bien que Piketty n'utilise pas ce terme, cette conjonction d'idées provocatrices et de bifurcations semble s'apparenter au concept de 'contradiction et surdétermination' d'Althusser [15].

Conjonction de crise et d'idéologie dans l'Europe et les États-Unis d'après 1914

Les idées sont la question centrale. Piketty est très clair à ce sujet lorsqu'il évoque la transition du capitalisme classique à la social-démocratie en Europe occidentale, de 1914 à l'après Seconde Guerre mondiale :

« Les différentes décisions financières, légales, sociales et fiscales prises entre 1914 et 1950 furent certes le produit de logiques événementielles spécifiques. Elles portent la marque des évolutions politiques passablement chaotiques propres à cette période, et elles témoignent de la façon dont les groupes qui se retrouvèrent alors au pouvoir tentèrent de faire face à des circonstances inédites, et auxquelles ils étaient souvent peu préparés. Mais ces décisions renvoient également et surtout à des transformations profondes et durables des perceptions sociales du système de propriété privée, de sa légitimité et de sa capacité à apporter la prospérité et à protéger des crises et des guerres. Cette remise en cause du capitalisme privé était en gestation depuis le milieu du XIXe siècle, avant de se cristalliser en opinion majoritaire à la suite des conflits mondiaux, de la révolution bolchevique et de la dépression des années 1930. Après de tels chocs, il n'était plus possible de continuer de s'en remettre à l'idéologie qui avait été dominante jusqu'en 1914, à base de quasi-sacralisation de la propriété privée et d'une croyance absolue dans les bienfaits de la concurrence généralisée, que ce soit entre les individus ou entre les États. » (p. 491-492).

Ces idées provocatrices n'étaient que les différentes variétés du socialisme - plus précisément, le marxisme, le léninisme ou le communisme, la social-démocratie et le 'New Deal', ou ce que Piketty appelle la 'social-démocratie au rabais'.

Crise, idéologie et transformation radicale en Suède au début du XX^e siècle

La crise de l'ordre ancien, provoquée par la conjonction de l'effondrement économique et de la remise en cause idéologique, était si profonde que, dans certaines sociétés, ce qui était impensable devenait non seulement envisageable mais mis en pratique. La Suède, par exemple, était l'un des pays les moins avancés d'Europe en 1900, avec seulement un peu plus de 20 % des hommes adultes ayant le droit de vote. Pourtant, ce pays qui avait le 'système propriétaire hyper-inégalitaire le plus extrême' a rapidement évolué à partir de 1911 vers la 'quintessence de la société social-démocrate égalitaire'. Deux facteurs ont été déterminants. Le premier était idéologique, Piketty insistant sur le fait que les classes populaires et moyennes suédoises « ... ont été exposées à une forme extrême de propriétaireisme, et cela a pu nourrir le sentiment qu'il était temps de se débarrasser de cette idéologie hypocrite et de passer à autre chose, en l'occurrence en adoptant une idéologie radicalement différente. » (p.230). Le second était l'administration fiscale efficace de l'État central suédois.

Le résultat a consisté en ce que le pouvoir d'un État centralisé qui avait été utilisé auparavant pour accroître les ressources disponibles pour une élite propriétaire pouvait être mis au service de différents objectifs lorsqu'il était influencé par une idéologie différente :

« Après des transformations idéologiques considérables et une prise de contrôle de l'appareil d'État par les sociaux-démocrates, cette capacité étatique peut également mener au développement des registres de l'État social aux XXe et XXIe siècles. En tout état de cause, cette très rapide transformation suédoise montre l'importance des mobilisations populaires, des partis politiques et des plates-formes programmatiques dans la dynamique des régimes inégalitaires. Si les conditions sont réunies, ces processus peuvent conduire à la transformation prompt et radicale d'un régime inégalitaire, en l'occurrence dans les conditions de l'État de droit, et d'une délibération politique et parlementaire relativement apaisée. » (p. 231).

Stagnation et effondrement idéologique en Union soviétique

En ce qui concerne la crise du communisme en Union soviétique dans les années 1970, qui s'est manifestée par une stagnation économique, le principal problème à ce moment de bifurcation était tout simplement que les soviétiques étaient à court d'idées. S'ils n'avaient pas été aussi aveuglés par l'idéologie et s'ils avaient été ouverts à d'autres expériences, ils auraient pu s'approprier les idées de l'imposition progressive des revenus et des patrimoines et les modèles nordiques et allemands de cogestion, ce qui leur aurait peut-être permis de concevoir un système qui aurait favorisé la productivité tout en maintenant les inégalités de revenus et de patrimoines à des niveaux relativement faibles.

La crise économique et la pauvreté de l'idéologie social-démocrate

Quant à la crise de la social-démocratie dans les années 1970, autre tournant majeur, Piketty affirme qu'il s'agissait aussi d'un cas d'épuisement des idées et de fermeture des horizons du possible. Les sociaux-démocrates auraient pu être plus audacieux en proposant de nouveaux programmes pour promouvoir à la fois la croissance et l'égalité, mais « ... la question même du dépassement de la propriété privée a souvent été abandonnée presque entièrement par les sociaux-démocrates. » (p. 577). Par exemple, les sociaux-démocrates de Grande-Bretagne et de France auraient pu adopter le modèle de cogestion des pays nordiques et de l'Allemagne, qui a connu un succès relatif et où les travailleurs occupaient jusqu'à la moitié des sièges du conseil d'administration ; ils auraient pu aller encore plus loin et faire pression pour que les travailleurs ne siègent pas seulement au conseil d'administration mais possèdent des actions. Cependant, le Parti travailliste en Grande-Bretagne et le Parti socialiste en France étaient trop attachés à la nationalisation pour penser un modèle de remplacement ; celle-ci ne pouvant pas donner les résultats qu'ils attendaient, cela a conduit certains d'entre eux à adhérer, au moins en partie, au discours néolibéral.

Comme nous l'avons déjà indiqué, il est étrange que Piketty ne mentionne pas la crise de stagflation qui a frappé les économies occidentales dans les années 1970, ni n'analyse la crise du keynésianisme qui servait jusque-là de support idéologique à la social-démocratie en Europe et au Parti démocrate aux États-

Unis. En s'inspirant du modèle de changement de système de Piketty, on voit comment cette double crise a ouvert la voie à l'entrée du néolibéralisme qui se développait à bas bruit, cultivé par des penseurs comme Friedrich von Hayek, quand que le keynésianisme était encore l'idéologie dominante.

Aujourd'hui, cet ordre propriétaire radical qui a été mis en place à partir des années 1980, non seulement par les conservateurs mais aussi par les sociaux-démocrates qui ont adhéré au récit néolibéral, est lui-même en crise profonde, ayant été secoué par une succession de crises financières, de récessions et l'émergence d'inégalités extrêmes. Une caractéristique clé de la crise est qu'en raison de la mondialisation, les solutions de portée nationale, telles que les réponses sociales-démocrates à la crise des sociétés propriétaires dans la période allant de 1914 à la fin des années 1970, ne sont plus adéquates.

« Le problème est précisément que la libre circulation des biens et des capitaux qui s'est mise en place à l'échelle mondiale à partir des années 1980, sous influence à la fois étatsunienne et européenne, a été pensée indépendamment de tout objectif fiscal et social, comme si la mondialisation pouvait se passer de recettes fiscales, d'investissements éducatif, de règles sociales et environnementales. L'hypothèse implicite semble avoir été que chaque État-nation doit régler ces menus problèmes tout seul, et que les traités internationaux ont pour unique fonction d'organiser la libre circulation et d'empêcher les États d'y attenter. » (p. 644).

C'est le moment de bifurcation actuel, et, à moins que les progressistes ne trouvent des idées attractives en faveur d'un modèle économique qui permettrait d'inverser les inégalités au niveau national et international dans un monde de plus en plus globalisé, les évolutions peuvent se produire dans une autre direction, par exemple dans la montée des gouvernements sociaux-nativistes. C'est dans ce contexte que Piketty propose ses idées de 'socialisme participatif'.

8. Le socialisme participatif

Pour Piketty, le 'socialisme' est peut-être un mot entaché par l'expérience soviétique, mais il est tout de même important de l'utiliser pour souligner l'importance de 'dépasser la propriété privée' afin de mettre en place une 'société juste'. Une société juste est une société qui 'permet à tous ses membres d'accéder à l'éventail le plus large possible de biens fondamentaux' en organisant « ...les relations socio-économiques, les rapports de propriété et la répartition des revenus et des patrimoines, afin de permettre aux membres les moins favorisés de bénéficier des conditions d'existence les plus élevées possible. » (p. 113). Le qualificatif 'participatif' souligne l'importance de la décentralisation et de 'l'implication des travailleurs et de leurs représentants dans la gouvernance des entreprises', et met ce projet à l'écart du 'socialisme d'État hypercentralisé', vieux et discrédité.

Cogestion

La première proposition de Piketty est l'adoption du modèle nordique et allemand de cogestion, qui, selon lui, a connu un grand succès. Comme indiqué précédemment, selon lui, l'une des grandes erreurs de la social-démocratie pendant sa période de crise a été de ne pas diffuser ce modèle plus largement. Dans l'un des passages les plus enthousiastes du livre, Piketty écrit que la cogestion a

« ... permis une plus grande implication des salariés dans la définition des stratégies de long terme des entreprises, et d'équilibrer la toute-puissance souvent néfaste des actionnaires et des intérêts financiers de court terme. Ces règles ont favorisé l'émergence en Europe germanique et nordique d'un modèle social et économique à la fois plus productif et moins inégalitaire que tous les autres modèles expérimentés jusqu'ici. Dès lors, il me paraît justifié de l'appliquer sans attendre dans les autres pays, dans sa version maximale, avec la moitié des droits de vote dans les conseils d'administration ou de direction de toutes les entreprises privées, y compris les plus petites. » (p. 1119).

Il propose toutefois deux améliorations au modèle actuel. La première est que les travailleurs, à titre individuel, devraient être autorisés à acheter des actions de leur entreprise ; cela permettra d'ajouter les votes de ces actions à la moitié du total des votes dont ils disposeraient déjà collectivement. L'autre modification est que les apports en capitaux supérieurs à 10 % du capital d'une entreprise se traduiraient par des droits de vote correspondant à un tiers du montant investi, ce qui limiterait le pouvoir des grands investisseurs.

Le financement de l'État social

Cependant, la propriété sociale et le droit de vote partagé ne suffisent pas à limiter et à réduire les inégalités. Il faut rétablir des impôts progressifs sur les successions et des taux marginaux d'imposition élevés pour les personnes ayant les revenus les plus élevés. Mais plus que cela, il doit y avoir un impôt sur la fortune, une proposition que Piketty a faite à l'origine dans *Le Capital au XXI^e siècle*. Un impôt sur la fortune progressif qui s'applique à toutes les formes de richesse, pas seulement aux biens immobiliers, mais aussi aux actifs immatériels et financiers.

Pour remettre en cause la sacralisation de la propriété privée qui est au centre de l'idéologie néolibérale, Piketty propose de faire avancer le concept de 'propriété sociale et temporaire'. Bien que cela semble radical, ce n'est pas le cas, affirme-t-il. Elle

« ... ne constitue finalement qu'un prolongement des formes de propriété temporaire impliquées par les impôts progressifs sur les successions et sur les revenus déjà expérimentés au XX^e siècle. De façon générale, ces dispositifs institutionnels reposent sur une vision de la propriété comme relation sociale, et qui doit par conséquent être régulée comme telle. L'idée selon laquelle il existerait une propriété strictement privée et des formes de droits naturels et inviolables de certaines personnes sur certains biens ne résiste guère à l'analyse. L'accumulation des biens est

toujours le fruit d'un processus social, qui dépend notamment des infrastructures publiques (en particulier du système légal, fiscal et éducatif), de la division du travail social et des connaissances accumulées par l'humanité depuis des siècles. Dans ces conditions, il est parfaitement logique que les personnes ayant accumulé des détentions patrimoniales importantes en rendent une fraction chaque année à la communauté, et qu'ainsi la propriété devienne temporaire et non plus permanente. » (p. 1138-1139).

Outre les recettes d'une taxe carbone progressive (de préférence prélevée sur les consommateurs individuels en fonction des émissions de carbone de leur consommation de biens et de services), les transferts issus d'un impôt progressif sur le revenu, d'un impôt progressif sur les successions et d'un impôt progressif sur la fortune produiraient, selon Piketty, suffisamment de recettes pour financer les prestations de sécurité sociale de l'État social, un revenu de base et une 'dotation universelle en capital' pour chaque citoyen.

Piketty ouvre un débat intéressant sur le revenu de base, ou revenu minimum garanti. Tout en avertissant que les conditions particulières de chaque pays doivent être prises en compte, en tenant compte des niveaux de revenus pour estimer les proportions à réserver au revenu de base, il suggère que celui-ci pourrait commencer à 60 % du revenu moyen après impôt pour ceux qui ont peu ou pas de ressources et que ce pourcentage diminuerait à mesure que les autres revenus augmenteraient. Il propose une série de calculs qui suggèrent que le revenu de base pourrait couvrir 30% de la population - vraisemblablement les pauvres et les classes ouvrières et moyennes en difficulté - pour un coût de seulement 5% du revenu national.

Selon les estimations de Piketty, le coût global des transferts pour couvrir toutes les prestations de sécurité sociale, en y incluant le revenu de base, pourraient atteindre 45% du revenu national, ce qu'il considère comme un chiffre raisonnable.

La dotation universelle en capital

En plus des propositions précédentes se trouve une idée très novatrice et radicale : 'la dotation universelle de capital'. Cette dotation en capital serait accordée à tous les jeunes lorsqu'ils atteignent un certain âge, disons 25 ans. L'idée est de leur donner très tôt un capital important afin qu'ils puissent « ...participer pleinement à la vie économique et sociale... » (p. 1129). S'appuyant principalement sur des estimations génériques des revenus et des patrimoines dans les pays riches, Piketty propose que dans les sociétés capitalistes avancées, la dotation universelle en capital soit fixée à 60 % du patrimoine moyen des adultes. Il explique pourquoi :

« Dans les pays riches (Europe de l'Ouest, États-Unis, Japon), le patrimoine privé moyen est à la fin des années 2010 d'environ 200 000 euros par adulte. Dans ce cas, la dotation en capital sera donc 120 000 euros. De facto, ce système aboutirait à une forme d'héritage pour tous. Actuellement, compte tenu de l'extrême concentration de la propriété, les 50 % les plus pauvres ne reçoivent quasiment rien (à peine 5 %-10 % du patrimoine

moyen), alors que parmi les 10 % les plus riches certains jeunes adultes héritent des plusieurs centaines de milliers d'euros et d'autres de plusieurs millions ou dizaines de millions d'euros. Avec le système proposé ici, chaque jeune adulte peut commencer sa vie personnelle et professionnelle avec un patrimoine égal à 60% du patrimoine moyen, ce qui offre des possibilités nouvelles pour acquérir un logement ou financer un projet de création d'entreprise. » (p. 1131).

Il estime qu'un impôt progressif sur la propriété ou la fortune rapporterait un montant égal à 5 % du revenu national, une somme qui pourrait financer l'ensemble du projet de mise à disposition des jeunes, à l'âge de 25 ans, d'une dotation en capital équivalente à 60 % de la richesse moyenne.

Cette proposition audacieuse ne peut toutefois fonctionner que si les régimes actuels de taxes sur les propriétés font l'objet de révisions majeures, de sorte qu'ils taxent toutes les formes de richesse et pas seulement la terre et l'immobilier, qu'ils ne se limitent pas à l'imposition des héritages, et qu'ils soient radicalement progressifs et non simplement prélevés dans la même proportion pour différents niveaux de richesse. À titre d'exemple, toujours avec une estimation générique pour les pays riches, il présente un calcul pour lequel il y aurait un taux d'imposition de 0,1 % du patrimoine, pour tous ceux en dessous de la moyenne nationale, passant progressivement à 1 % pour ceux atteignant deux fois la moyenne nationale, 10 % à cent fois la moyenne nationale, 60 % à 1000 fois la moyenne nationale (ou 200 millions d'euros si la richesse moyenne par adulte est de 200 000 euros), et 90 % à 10 000 fois la moyenne nationale (ce qui ferait 2 milliards d'euros). Concrètement, un tel barème d'imposition,

« ... entraînerait une réduction fiscale substantielle pour les 80 %-90 % de la population les moins riches en patrimoine et faciliterait donc leur accession à la propriété. À l'inverse, l'alourdissement serait conséquent pour les plus hauts patrimoines. Pour les milliardaires, le taux de 90 % reviendrait à diviser immédiatement leur patrimoine par dix et à ramener la part des milliardaires dans le patrimoine total à un niveau inférieur à ce qu'elle était au cours de la période 1950-1980. » (p. 1135-1136).

Sur le plan politique, ce qui sous-tend ces propositions serait sans aucun doute une lutte acharnée qui opposerait 90 % de la population aux 10 % les plus riches. Le fait que ces 10 % seraient confrontés à des taux marginaux d'imposition élevés à la fois sur leur patrimoine et sur leurs revenus, alors que pendant la période des sociaux-démocrates et du New Deal la plupart d'entre eux n'étaient confrontés à des taux marginaux d'imposition aussi élevés que sur leurs revenus, souligne que ce serait sans aucun doute une lutte acharnée. L'idéologie jouerait donc un rôle crucial pour contrer ce que les très riches dénonceraient sans doute comme des taux de confiscation sur ce qu'ils ont 'gagné' avec leur sueur et leurs compétences. L'arme idéologique des 90 %, selon Piketty, est l'idée de 'propriété temporaire' dont nous avons parlé plus tôt : puisque l'accumulation de la richesse est au cœur d'un processus social,

« ... il est parfaitement logique que les personnes ayant accumulé des détentions patrimoniales importants en rendent une fraction chaque année à la communauté, et qu'ainsi la propriété devienne temporaire et non plus permanente. » (p. 1139). À cela, on ne peut que dire : parfaitement logique, oui, mais bonne chance !

Justice éducative

L'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement devenant rapidement un axe clé de l'inégalité, Piketty s'efforce en priorité d'y remédier, bien que ses suggestions dans ce domaine soient plus timides. La première est que chaque enfant devrait avoir droit au même financement de l'éducation qui pourrait être utilisé pour la scolarité ou d'autres formations, comme la formation professionnelle. Ainsi, une personne qui quitte l'école à 16 ou 18 ans n'aurait consommé que 70 000 à 100 000 euros de la somme investie dans l'éducation d'une personne qui poursuit et termine une formation universitaire. Un fonds universel pour l'éducation permettrait à ces personnes, que Piketty estime à environ 40% de chaque tranche d'âge, de disposer d'un capital éducatif supplémentaire de 100 000 à 150 000 euros, pour atteindre le niveau d'éducation dont bénéficient les 10 % de sa cohorte les mieux financés. Ce capital pourrait ainsi « ... permettre de reprendre une formation à 25 ans ou 35 ans ou tout au long de la vie. » (p. 1164).

Une autre proposition concerne le nombre limité de places dans les universités et écoles de l'élite, notamment aux États-Unis. Il présente, de façon positive, une proposition qui tirerait au sort les étudiants ayant obtenu un score supérieur à un certain niveau pour entrer dans ces institutions, ce qui revient en fait à appliquer un quota social.

« Cela permettrait en outre de limiter l'hyperinvestissement financier et émotionnel des parents visant à permettre à leurs enfants d'obtenir des test scores toujours plus élevés, au moyen des cours additionnels toujours plus précoces et toujours plus excluant pour les catégories de parents qui n'ont ni les moyens ni les codes nécessaires. Un bon compromis pourrait être une prise en compte très limitée des notes (au-delà d'un certain seuil), tempérée par un objectif prioritaire de mixité sociale. » (p. 1168).

Bons pour l'égalité démocratique

Le problème du financement des campagnes électorales est de plus en plus crucial, surtout aux États-Unis, car d'importantes décisions de la Cour suprême, comme celle de "Citizens United", ont éliminé pratiquement tous les obstacles au financement par les entreprises de leurs candidats préférés. Piketty juge particulièrement prometteuse la proposition de sa partenaire, Julia Cage, qui consiste à fournir aux citoyens des 'bons pour l'égalité démocratique'. Pour résumer,

« ... l'idée serait de donner à chaque citoyen un bon annuel d'une même valeur, par exemple 5 euros par an, lui permettant de choisir le parti ou mouvement politique de son choix. Le choix serait fait en ligne, par exemple au moment où l'on valide sa déclaration de revenus et de patrimoine. Seuls les mouvements obtenant le soutien d'un pourcentage minimal de la population

(qui pourrait être fixé à 1%) seraient éligibles. S'agissant des personnes choisissant de ne pas indiquer de mouvement politique (ou de celles indiquant un mouvement recueillant un soutien trop faible), la valeur de leurs bons annuels serait allouée en proportion des choix réalisés par les autres citoyens. » (p. 1172).

Qu'en est-il du Sud global ?

Il semble clair, à présent, que toutes les propositions qui viennent d'être présentées, des prestations sociales et de la dotation universelle en capital au bon pour l'égalité démocratique, ne peuvent être mises en œuvre, pour l'essentiel, que dans les pays à revenu élevé qui ont un certain niveau de développement et les capacités à collecter avec succès les recettes fiscales nécessaires à leur financement. Piketty, en fait, est très explicite à ce sujet. « Certains éléments... demandent pour être mis en place une capacité étatique, administrative et fiscale relativement avancée, et, en ce sens, sont plus directement adaptés aux sociétés occidentales et non occidentales les plus développées. Mais ils ont été pensés avec une visée universelle et ils peuvent également s'appliquer graduellement dans les pays pauvres et émergents. » (p. 1115).

Il est donc juste que Piketty termine son livre avec quelques idées initiales sur la façon de mettre en forme la 'justice transnationale' qu'il met en avant, et de formuler des propositions concrètes pour y répondre, ce qui est l'un des impératifs du socialisme au XXI^e siècle. Ce d'autant plus que, comme nous l'avons souligné précédemment, la mondialisation a créé énormément d'inégalités au niveau mondial via la libre circulation des entreprises multinationales et des marchés financiers, sans que les efforts pour les réduire n'y réussissent, car ils se limitent au territoire national. Piketty avance la proposition, encore incomplète, de créer une 'Assemblée euro-africaine' qui pourrait être chargée d'organiser la taxation des entreprises multinationales européennes qui investissent en Afrique, de lutter contre le réchauffement climatique par des mesures compensatoires et de mettre en œuvre des mesures qui permettraient la libre circulation des personnes.

La fin de son chapitre sur ce que pourrait être le socialisme

participatif part de sa conviction qu'une perspective socialiste internationaliste est nécessaire, et de sa confiance dans le fait qu'une imagination théorique qui ne serait pas intimidée par "l'ici et le maintenant" fournira les moyens de penser ce socialisme international.

« Face à la faillite annoncée des idéologies fondées sur le libéralisme et le nationalisme, seul le développement d'un véritable socialisme participatif et internationaliste, s'appuyant sur le social-fédéralisme et une nouvelle organisation coopérative de l'économie-monde, pourrait permettre de résoudre ces contradictions. Face à l'ampleur des défis, j'ai essayé de décrire quelques pistes permettant d'illustrer le fait que des solutions existent pour avancer graduellement dans cette direction. Mais il est bien évident que ces éléments n'ont pas vocation à fournir des solutions closes. Ils visent surtout à suggérer que l'imagination tout à la fois idéologique et institutionnelle des sociétés humaines ne vas pas s'arrêter là. Toute l'histoire des régimes inégalitaires étudiée dans cet ouvrage démontre l'ampleur du répertoire politico-idéologique, et le fait que les moments de bifurcations mettent en jeu à la fois des logiques événementielles de court terme et des évolutions intellectuelles de plus long terme. Toutes les idéologies ont leur faiblesse, et en même temps les sociétés humaines ne peuvent vivre sans idéologies tentant de donner du sens à leurs inégalités. Il en ira de même à l'avenir, en particulier à l'échelle transnationale. » (p. 1190).

Walden Bello est analyste senior chez *Focus on the Global South* et professeur associé de sociologie à l'Université d'État de New York à Binghamton. Il est l'auteur de 25 livres, dont les derniers en date sont *Counterrevolution : The Global Rise of the Far Right* (Nova Scotia : Fernwood Press, 2019) et *Paper Dragons : China and the Next Crash* (Londres : Bloomsbury/Zed, 2019).

La traduction française du texte a été réalisée par Christophe Aguiton et Nicola Bullard (avec l'assistance de DeepL).

Nous publierons dans le prochain numéro des *Possibles* la deuxième partie de l'étude de Walden Bello consacrée à l'analyse critique des thèses de Thomas Piketty.

Notes

[1] J'espère que ce résumé persuadera ma bonne amie Lidy Nacpil, une militante pour le climat très respectée mais très occupée, de continuer à lire l'original. C'est Lidy qui m'a donné l'idée de résumer *Capital et Idéologie*, lorsqu'elle a écrit sur Facebook qu'elle souhaitait avoir le temps de lire Piketty, mais qu'en ayant peu, elle 'attendait' mon résumé.

[2] Thomas Piketty, *Capital and Ideology*, traduit par Arthur Goldhammer (Cambridge : Harvard University Press, 2020)

[3] Cité dans Ravi Palat, 'Neoliberalism, Migration, and the Rise of Populism in the Contemporary World', *Refugee World*, Vol 54 (Dec 2019), p. 67.

[4] Voir Walden Bello, 'The Biden Presidency : A Fragile Centrist Interregnum in an Era of Radicalization', dans Shalmali Guttal, éd. *After Trump : What the Global South Can Expect from Joe Biden* (Bangkok : Focus on the Global South, 2020), p 14-17.

[5] Piketty n'utilise pas le terme 'pré-capitaliste' pour désigner ces sociétés 'ternaires' en Occident et ailleurs, je me permettrai donc d'utiliser 'sociétés traditionnelles' comme synonyme de 'sociétés ternaires' ou 'quaternaires', étant entendu que Piketty lui-même n'utilise pas ce terme.

[6] Edward Said, *Orientalisme* (New York : Vintage, 1979)

[7] Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence : la Chine, l'Europe, et la construction de l'économie mondiale* (Albin Michel, 2010).

[8] En ce qui concerne les progrès de la technologie militaire en Europe au cours des périodes précoloniale et postcoloniale, Pomeranz et d'autres, comme l'éminent théoricien du système mondial Giovanni Arrighi, se sont inspirés de l'école de la 'Révolution dans les affaires militaires', dont les ouvrages suivants sont représentatifs : Michael Roberts, 'Révolution militaire' : 1560-1660', dans Clifford Rodgers, éditeur, *The Military Revolution Debate : Readings on the Military Transformation of Early Modern Europe* (Boulder, CO : Westview Press, 1995), p. 13-36 et Geoffrey Parker, *The Military Revolution : Military Innovation and the Rise of the West, 1500-1800* (Cambridge : Cambridge University Press, 1996).

[9] Moses Finley, *Esclavage antique et idéologie moderne*, (Ed. Minuit, 1981)

[10] Ian Haney Lopez, *Dog Whistle Politics* (New York : Oxford University Press, 2014), p. 40-41.

[11] [Sir John Robert Seeley](#)

[12] Arthur Kroeber, *China's Economy* (New York : Oxford University Press, 2016), p. 199.

[13] *Ibid.*

[14] Christophe Jaffrelot (2015), [What 'Gujarat Model' ?—Growth without Development—and with Socio-Political Polarisation](#) , South Asia : Journal of South Asian Studies, 38:4, 820-838

[15] Voir Louis Althusser, 'Contradiction et surdétermination" dans *Pour Marx*, (La Découverte, 2018)